

Le Journal des décideurs

L'économiste

du Bénin

AGI
AFRICAIN DE GESTION ET D'INTERMEDIATION

SOCIETE DE BOURSE

Immeuble de l'Africaine des Assurances
Face à la Direction de l'Emigration Immigration

01 BP 8568 RB Cotonou
contact@agi-agi.com
+229 21 31 87 33
+229 21 31 60 65

Premier Quotidien Economique du Bénin N° 0997 MISP/DC/SG/DAI/SCC du 25/10/07 E-mail: leconomistbenin1@gmail.com Tél:00229 97096417

www.leconomistebenin.com

Bourse Uemoa

La BRVM ouvre en hausse

La BRVM ouvre sa séance de cotation du jour en hausse par rapport à la séance précédente... • (Page 07)

Violences sur les stades du Bénin

Les arbitres boycottent le championnat national de football

Les arbitres béninois en activités sont remontés contre les supporters sans foi ni loi qui sévissent sur nos stades. Les sifflets béninois ... • (Page 11)

Changement climatique

Comment renforcer la capacité des Etats à gérer les implications financières des risques liés au climat

Les gouvernements sont confrontés à d'importants risques liés au climat en raison de l'augmentation ... • (Page 04)

Développement du marché boursier en Afrique

• (Page 03) **Aide humanitaire en 2023**

Dr Aménounvé, un parcours inspirant retracé dans un livre

L'Unicef sollicite 6.360 milliards FCFA pour 110 millions d'enfants

Face aux diverses formes de crises sous lesquelles ploient les enfants partout dans le monde, le Fonds des ... • (Page 11)

Utilisation des services financiers

Des défis à relever pour booster l'inclusion financière dans l'UEMOA

La collecte des données d'inclusion financière, la connaissance des besoins des ... • (Page 10)

Secteur agricole mondial

Les prédictions de Gro pour 2023

Durement affecté par les changements climatiques, la pandémie de Covid-19 et récemment par l'invasion russe de l'Ukraine, le secteur agricole mondial termine l'année 2022 sur une pente glissante. Face à cette ... • (Page 04)

Développement dans le Couffo

Le préfet Mègbédji prime les meilleurs communes et établissements scolaires

Le préfet du Couffo, Christophe H. Mègbédji a procédé jeudi 22 décembre 2022, à l'ex centre universitaire d'Aplahoué, à la ... • (Page 09)



• Dr Edoh Kossi Aménounvé, Directeur Général de la (BRVM)

Accès à l'eau potable en milieu rural au Bénin

• (Page 02)

04 projets, un budget prévisionnel de 131 milliards de FCFA en 2023



Taux de change du Fcfa XOF offert par

L'économiste

Devises étrangères	Dollar (Usd)	Euro	Livre Sterling	Naïra	Cedi	Rand	Yen	Yuan	Dirham (Aed)	Roupie (Inr)
FCfa (XOF)	616.50	655.95	100.42	1.38	68.50	35.74	7.91	97.15	22.49	0.13

Accès à l'eau potable en milieu rural au Bénin 04 projets, un budget prévisionnel de 131 milliards de FCFA en 2023

L'eau pour tous, l'un des 17 Objectifs de développement durable demeure fait partie des priorités du gouvernement béninois. Dans le budget 2023 voté récemment au Parlement, il est prévu pour le compte du programme d'investissement en milieu rural, la mise en œuvre de (04) projets pour un budget prévisionnel de 131 milliards de francs CFA. Ce sera sous le contrôle de l'Agence Nationale d'Approvisionnement en Eau Potable en Milieu Rural (ANAEMPR).

• Bidossessi WANOU

Le gouvernement béninois entend atteindre plus tôt que prévu, l'objectif 06 des ODD, notamment, le volet accès pour tous à l'eau potable. De nombreuses initiatives sont en effet prises dans ce sens depuis des années et le gouvernement entend poursuivre les efforts en 2023 notamment en milieu rural. Ainsi, en 2023, pour le compte du programme d'investissement en milieu rural, l'Agence Nationale d'Approvisionnement en Eau Potable en Milieu Rural (ANAEMPR) mettra en œuvre quatre (04) projets. Il s'agit du Projet Equité cofinancé par la Banque Mondiale (financement additionnel) et l'Etat béninois ; du projet de réalisation de 19 SAEPmV sur le financement du budget national et de la BIDC dont une partie des contrats est signée et approuvée pour un coût de près de 13 milliards de francs CFA hors taxes, hors douanes ; du programme AQUA-VIE et le PASAEP 95 pour un montant total de 132 milliards de francs CFA et dont le premier lot chiffré à 65 milliards de FCFA est en cours d'attribution et enfin, le projet de réhabilitation de 191 AEV en panne. Au total, la prévision budgétaire à ce chapitre s'élève à 131 milliards de francs pour l'an 2023. Au



bout de cet effort, le gouvernement entend faciliter l'accès à l'eau à près de 250 000 Béninois supplémentaires avec un taux de desserte de 73,3% à 82,6% en milieu rural à fin 2023. Grâce aux investissements prévus et différents projets, le Bénin devrait connaître 4 000 nouveaux ménages alimentés en eau potable à domicile à travers des branchements particuliers, soit une population estimée à 100.000 personnes supplémentaires. Dans une proportion de 50%, on aurait également exécuté les travaux d'au moins 114 nouveaux Systèmes d'Approvisionnement en Eau Potable multi Villageois (SAEPmV). En milieu scolaire, il est attendu 123 des Postes d'Eau Autonomes au profit de 157 écoles à cantine, la réalisation d'au moins 60 forages (soit le 1/3 des forages attendus) à

gros débit avec des études de faisabilité réalisées. Tous les ouvrages précédemment en panne auront été réhabilités en vue d'offrir de l'eau potable en milieu rural en 2023 avec les travaux de réhabilitation des opérateurs régionaux. Les trois (03) périmètres d'affermage seront également opérationnels à terme. Au fur et à mesure que des efforts sont faits pour améliorer l'accès à l'eau potable en milieu rural, celui urbain ne sera pas laissé-pour-compte. Les efforts se poursuivront. En 2023, la Société Nationale des Eaux du Bénin (SONEB) a prévu au titre des ressources du Budget National, un montant total de 107,86 milliards de FCFA au profit de 14 projets dont 13 anciens. L'extension et renforcement du réseau devront se poursuivre avec de meilleur débit.

AUX DECIDEURS...

Période de vache à lait !

Les élections sont une période au cours de laquelle, les ressources financières des acteurs politiques sont très sollicitées. Outre les acteurs politiques, les institutions étatiques impliquées dans l'organisation des élections font face elles aussi à des dépenses électorales. C'est d'ailleurs pour cette raison que la loi de finances prévoit dans le budget général de l'Etat de l'année électorale les dépenses liées à l'organisation des élections. Grosso modo, le budget prévoit les frais d'entretien des agents électoraux, des fonctionnaires en mission dans le cadre des élections. Ce budget prévoit surtout les ressources pour l'acquisition du matériel sensible, de l'impression du bulletin unique, en un mot de toute la logistique nécessaire à l'accomplissement des opérations électorales. Il s'ensuit, pour le contexte béninois, que la Cena (Commission électorale nationale autonome) devient une vache à traire par de nombreux et divers prestataires de service : bailleurs de véhicules, imprimeurs, fournisseurs de divers matériels. Les clients de la Cena tirent profit de leurs prestations pendant la période électorale. En connaissance de cause, les ressources additionnelles allouées à la Cena à la veille des élections se chiffrent à plus de 5 milliards de francs CFA.

Quant aux acteurs politiques, ils sont appelés à faire de la propagande ou du marketing politique. Cela se traduit par l'organisation de la campagne électorale en deux volets : la campagne médiatique et l'occupation du terrain à travers les meetings grand public ou les réunions politiques. La campagne médiatique ouvre la voie à la signature de contrats avec les organes de presse, la confection de visuels suivie d'impression et les contrats avec les régies publicitaires. Les organes de presse, les graphistes, les spécialistes de prise de vues, les agences de communication et les régies publicitaires tirent grand profit de la période couverte par les élections. A l'occasion de l'occupation, les organisations politiques louent des cadres appropriés à la tenue de grandes réunions politiques. Les bailleurs de ces lieux n'attendent que la période des élections pour faire monter les enchères. A défaut d'enclos, les partis politiques doivent louer des bâches, des chaises, solliciter les services d'un spécialiste de son pour assurer la sonorisation. Les stations-services (pour la vente de carburant), les agences de tourisme (pour location de voitures) et les hôteliers (offrir des chambres d'hôtel) font de bons chiffres d'affaires au cours de la même période.

Pour en arriver à ces étapes ultimes de la compétition électorale, les partis politiques désireux de prendre part à une élection, sont légalement tenus de contribuer au financement des dépenses électorales. Cela se traduit par le paiement de cautionnement et de divers impôts. En prévoyant un plafond de 30 millions de francs pour les dépenses de chaque candidat à l'élection législative, il faut multiplier ce montant au moins par le nombre de candidats titulaires sur toutes les listes. Avec les 7 partis politiques en lice, on dénombre 763 candidats autorisés à dépenser 30.000.000F CFA chacun soit 22.890.000.000F CFA pour les 763 candidats. C'est dire qu'une quantité importante d'argent sera injectée dans l'économie durant la période électorale. Les entreprises dont les activités permettent d'être prestataires de service pour la Cena ou pour les partis politiques s'en sortiront à bon compte.

Jean-Claude KOUAGOU

Cari du jour



Eco secret

Notation : Oragroup S.A conserve encore sa note A décernée par Bloomfield

Au terme de sa notation couvrant la période juillet 2022 à juin 2023, Oragroup S.A, une holding à participation financière présente dans 12 pays de l'Afrique de l'Ouest et du Centre, conserve sa note de long terme A avec une perspective stable que lui avait décernée il y a un an Bloomfield Investment Corporation basée à Abidjan. L'agence de notation lui a également, comme l'année précédente, décerné la même note de court terme A1- avec une perspective stable. Sur le long terme, Bloomfield justifie la note par « la qualité de crédit élevée » de Oragroup.

Développement du marché boursier en Afrique

Dr Aménounvé, un parcours inspirant retracé dans un livre

Pour ses prouesses au développement de la bourse en Afrique, Dr Edoh Kossi Aménounvé, directeur général de la Bourse régionale des valeurs mobilières (BRVM) et directeur sortant de l'Association des bourses africaines (Asea) fait l'objet d'une œuvre littéraire. « Dr Edoh Kossi Aménounvé : l'excellence au cœur d'une vie », est le titre de l'ouvrage écrit par Dominique Mobioh Ezoua, journaliste émérite.

● Falco VIGNON

La graine de la bourse africaine, c'est ainsi que pourrait se résumer le livre intitulé « Dr Edoh Kossi Aménounvé : l'excellence au cœur d'une vie », écrit par Dominique Mobioh Ezoua, journaliste émérite, qui totalise près de 30 années de carrière journalistique. Le personnage éponyme de l'œuvre, Dr Edoh Kossi Aménounvé est le directeur général de la Bourse régionale des valeurs mobilières (BRVM) et directeur sortant de l'Association des bourses africaines (Asea). « J'ai découvert que l'excellence est la pierre angulaire de la vie de Dr Félix Edoh Kossi Aménounvé. C'est grâce à l'école et à tous les enseignements qu'elle lui a apportés, que cet homme est devenu ce qu'il est aujourd'hui. C'est-à-dire un modèle de réussite

dans un domaine d'activité plein de promesses pour l'épanouissement économique de l'Afrique », souligne Dominique Mobioh Ezoua. Cette œuvre, dont la sortie officielle est prévue pour l'année 2023, montre le parcours riche d'un acteur financier, qui s'est bâti une notoriété, par son travail et sa promptitude à prendre des décisions adaptées aux évolutions du marché financier. L'œuvre comporte trois grandes parties. La première retrace la naissance jusqu'à une carrière exceptionnelle dans la finance. La deuxième partie met l'accent sur : l'intégration africaine, le modèle gagnant. La troisième partie retrace l'engagement social du Togolais qui dirige la bourse basée à Abidjan. Dr Edoh Kossi Aménounvé, c'est aussi « les ambitions pour l'Afrique et surtout sa vision des changements de



● Dr Edoh Kossi Aménounvé, directeur général de la Bourse régionale des valeurs mobilières

paradigmes nécessaires, pour assurer un développement durable de notre continent ». En tant qu'acteur majeur du marché financier régional, il a permis à la BRVM d'intégrer toutes les grandes places boursières du monde

; notamment la Fédération mondiale des bourses (Wfe), l'Asea, qu'il a lui-même présidé, le Conseil pour l'Intégration des marchés de capitaux de la Cedeao (Wacmic), l'Agence internationale de la codification des

valeurs mobilières (Anna) et l'Association des dépositaires centraux d'Afrique et du Moyen-Orient (Ameda). Il faut préciser que grâce à son leadership et son management en un quart de siècle, la BRVM a levé plus de 14 000 milliards Fcfa à travers

les emprunts obligataires et les Offres publiques de vente. La capitalisation boursière est passée de 1 018 milliards de FCFA en 1998 à 13 332,4 milliards de FCFA en 2020, soit 15% du PIB, renforcé par une hausse de 45,4% de l'indice BRVM Composite sous la même période. Sans oublier les valeurs de transactions qui sont en constante progression, passant de 145,84 milliards de FCFA à fin 2012 à 722 milliards Fcfa au 31 décembre 2021. De plus, le parcours de Dr Edoh Kossi Aménounvé retracé dans l'œuvre pourra inspirer la jeune génération, désireuse de se lancer dans cet écosystème, dont le travail et le sens de l'innovation pourront être des armes pour braver les barrières et les incertitudes qui minent de plus en plus l'économie mondiale. Cette œuvre démontre que le technocrate Dr Edoh Kossi Aménounvé est un exemple pour la jeunesse africaine.

Assurance chômage

Les syndicats vent debout contre une réduction de 40 % de la durée d'indemnisation

Dévoilée à la veille de Noël, une disposition de la nouvelle réforme de l'assurance chômage – une réduction de la durée d'indemnisation de 40 % si le chômage passe sous les 6 % – suscitait ce lundi la colère des syndicats. Sur la forme, « ce n'est

pas acceptable de faire une annonce le 23 décembre sans échanges et sans concertation. C'est vraiment de très mauvais goût », a déploré Cyril Chabanié (CFTC) sur BFM Business. Sur le fond, « il s'agit de considérer que toute personne au chômage l'est un peu par sa faute (...). C'est

une position idéologique, de l'ordre de la punition collective, c'est inadmissible », a dénoncé François Hommeril (CFE-CGC) sur France Inter. Le ministère du Travail a envoyé vendredi après-midi aux partenaires sociaux le projet de décret mettant en œuvre cette réforme. Comme

annoncé fin novembre, ce texte prévoit une baisse de 25 % de la durée d'indemnisation pour tous les demandeurs d'emploi ouvrant des droits à l'assurance chômage à partir du 1er février en métropole. Mais, fait nouveau, il envisage aussi qu'avec un taux de chômage sous les 6 % (il

est actuellement à 7,3 %), la durée d'indemnisation soit réduite de 40 % et non de 25 %. La fiche de présentation du décret précise que « les conditions d'application de cette disposition sont renvoyées à un décret en Conseil d'Etat pris après concertation » avec les partenaires sociaux. En présen-

tant la réforme cet automne, le ministre du Travail Olivier Dussopt avait évoqué la possibilité d'un durcissement en cas de chômage inférieur à « 5 % », soit le niveau auquel on peut parler de « plein-emploi ».

20minutes

Baromètres Bénin

Référentiel		
Données Démographiques	Valeur	Sources
Population	11,49 millions d'habitants	Statistiques mondiales (2018)
Densité de la population	100,17 hbts/Km ²	Statistiques mondiales (2018)
Population de moins de 15 ans	45%	FMI (2014)
Espérance de vie à la naissance	61,47 ans	Statistiques mondiales (2015)
Taux d'urbanisation	44%	Institut national de la statistique et de l'analyse économique (Insee), 2015
Population vivant avec moins de 1,25 dollar par jour	36%	Statistiques mondiales (2016)
Age médian femme	18,3 ans	Statistiques mondiales (2015)
Age médian homme	17,5 ans	Statistiques mondiales (2015)
Indice de fécondité	4,9 enfants par femme	FMI (2014)
Taux de natalité	36,40 o/∞	Statistiques mondiales (2018)
Taux de mortalité	8,21%	Statistiques mondiales (2015)

Taux d'accroissement naturel	2,78%	Statistiques mondiales (2015)
Taux de mortalité infantile	55,68%	Statistiques mondiales (2015)
Taux d'alphabétisation	52,55%	Statistiques mondiales (2015)

Référentiel		
Economie	Valeur	Sources
Croissance économique	6,7	BAD 2020
Pib par habitant	2415 \$	2018
Taux d'inflation	-1,1%	Institut national de la statistique et de l'analyse économique (Insee), 2019
Taux de croissance annuel du PIB	7,2 %	juin 2019
Compte courant / PIB (%)	-10,8	Décembre 2017
Taux de chômage	2,1%	Statistiques mondiales (2019)
Ratio de la dette publique au PIB (%)	26,2%	Décembre 2018
Balance commerciale	-165 milliards de francs CFA	Statistiques mondiales (2019)

Secteur agricole mondial

Les prédictions de Gro pour 2023

Durement affecté par les changements climatiques, la pandémie de Covid-19 et récemment par l'invasion russe de l'Ukraine, le secteur agricole mondial termine l'année 2022 sur une pente glissante. Face à cette incertitude dont personne ne connaît le dénouement, Gro Intelligence, la plateforme intelligente du climat et de l'agriculture a quand même fourni certaines prédictions pour l'année 2023. Voici quelques-unes :

• Jo da Costa

Les prix des denrées alimentaires vont se modérer :

Alors que le monde entre dans une troisième année de forte inflation alimentaire, il y a des lueurs d'espoir que les hausses de prix de certains produits alimentaires de base s'atténueront, au moins d'ici la seconde moitié de l'année. Alors que les prix de nombreux produits de base sont encore bien au-dessus des niveaux historiques, ils sont en forte baisse par rapport aux sommets atteints au printemps dernier.

Les prix des engrais, essentiels pour maintenir des niveaux adéquats de production agricole, ont également baissé, même s'ils restent eux aussi élevés. Et les stocks mondiaux de quelques produits de base clés – notamment le soja et l'huile de palme – semblent plus prometteurs qu'à la même époque l'an dernier.

La hausse des importations chinoises exercera une pression sur les stocks mondiaux :

Si la Chine réussit à assouplir les restrictions découlant de sa politique zéro Covid sans déclencher une maladie généralisée et un ralentissement économique, l'augmentation de la demande d'importation de céréales, d'oléagineux et de protéines qui en résulte-



rait pourrait avoir un impact considérable sur l'approvisionnement mondial en produits agricoles.

La quantité des stocks de certains produits de base vont commencer à se rétablir :

Gro prévoit que les stocks mondiaux de certains produits agricoles vont s'améliorer en 2023, bien que des chocs divers de la chaîne d'approvisionnement pourraient bouleverser la perspective d'une reprise provisoire. Pendant ce temps, les stocks d'autres matières premières agricoles, notamment le blé, resteront sous pression.

Peu de soulagement pour l'approvisionnement mondial en blé :

Les stocks mondiaux de blé continueront de décliner sur plusieurs années à partir de 2023. Les conditions de sécheresse dans de nombreuses régions de culture clés du blé en 2022 vont donc persister dans la nou-

velle année, endommageant les perspectives de récolte de blé d'hiver de l'Argentine au sud de l'Europe et des États-Unis à l'Afrique du Nord.

La guerre en cours en Ukraine signifie que la production céréalière sera fortement réduite et que les exportations ne représenteront au mieux qu'une fraction des niveaux normaux.

Les dépenses des engrais prendront une plus grande part des coûts d'exploitation des agriculteurs :

Les coûts élevés des engrais continueront de peser sur les rendements agricoles mondiaux en 2023. Gro prévoit que les prix mondiaux des engrais, bien qu'en baisse par rapport à leurs sommets de mi-2022, resteront historiquement élevés en 2023 et au-delà, faisant gonfler les coûts de production des agriculteurs et menaçant de nouvelles réductions de la production alimentaire dans de nombreux pays.

Changement climatique

Comment renforcer la capacité des Etats à gérer les implications financières des risques liés au climat

Les gouvernements sont confrontés à d'importants risques liés au climat en raison de l'augmentation prévue de la fréquence et de l'intensité des cyclones, des inondations, des incendies et d'autres événements extrêmes liés au climat, souligne l'Organisation pour la coopération et le développement économiques (OCDE).

• Jo da Costa

Face à des situations imprévisibles, l'OCDE vient de publier un rapport contenant un cadre stratégique pour aider les gouvernements, en particulier ceux des économies émergentes et en développement, à renforcer leur capacité à gérer les implications financières des risques liés au climat.

« Les risques physiques liés au climat doivent d'abord être identifiés et mieux compris en termes de leurs composantes (aléas, exposition et vulnérabilité) et de leurs sources », souligne l'OCDE dans ce rapport intitulé en anglais « Building Financial Resilience to Climate Impacts », publié en décembre 2022.

« Une fois ces risques physiques et leurs sources identifiés, les possibilités d'atténuer les pertes financières par l'adaptation et la réduction des risques doivent être examinées. Une étape clé consiste à veiller à ce que des incitations à la réduction des risques soient mises en place dans toute la société pour encourager les actions de réduction des risques par les ménages, les entreprises, le secteur financier et les gouvernements infranationaux ».

Il poursuit : « Les risques physiques résiduels subsisteront, même après tous



les efforts pour les réduire. Ces risques physiques restants entraîneront des pertes financières, qui devront être absorbées par l'économie et qui se traduiront par des risques budgétaires et financiers, qui devront être intégrés dans les cadres de gestion des finances publiques ».

L'étape suivante consiste à assurer un financement et des réserves suffisants pour répondre efficacement à ces risques budgétaires, grâce à des stratégies financières gouvernementales cohérentes et intégrées à plusieurs volets, indique l'OCDE.

Résilience financière mondiale

La deuxième partie du rapport traite de l'importance de promouvoir la résilience financière climatique mondiale.

Le rapport explique : « Renforcer la résilience financière aux impacts climatiques exige que les par-

tenaires de développement promeuvent des stratégies intégrées pour renforcer la résilience financière au niveau des pays, par le biais de multiples canaux. Il est également important de promouvoir une action coordonnée en matière de coopération internationale de développement pour améliorer efficacement la résilience financière climatique mondiale.

Selon cette organisation internationale basée à Paris, les partenaires au développement ont le devoir d'aider à l'élaboration d'évaluations des risques budgétaires qui intègrent les impacts potentiels du changement climatique et évaluer les vulnérabilités financières potentielles.

De telles évaluations, poursuit le rapport, devraient fournir une base solide pour cibler les investissements dans la réduction des risques et l'adaptation et élaborer une stratégie pour assurer un financement adéquat pour la reprise et la reconstruction.

Baromètres Bénin

Bénin Production industrielle	10,70%	Trading economics
Bénin Inflation alimentaire	-6,30%	Trading economics
Efficacité des pouvoirs publics	-0,50	Trading economics
Emission de CO2	0,614 tonnes métriques par habitant	Banque mondiale (2014)

Indice de corruption	40 points	Transparency international 2019
Climat des affaires	52.4 points	Banque mondiale 2019
Indice de prospérité	-2 rang	Institut Legatum

Référentiel		
Indices	Valeur	Sources
Indice GINI	43,4%	2016
Indice de la compétitivité mondiale	3,5%	2016
Indice des prix à la consommation (IPC)	100,50 points	Statistiques mondiales
Indice Bénin de la liberté humaine	7,32	Institut Fraser 2022
Indice de démocratie	5,74 points	The Economist
Indice de développement humain (Idh)	0,515 points	PNUD 2018
Indice de liberté de presse	31,74 points	Reporters Sans Frontières 2019

Position du Bénin dans la sous-région			
Indices	Rang UEMOA	Rang mondial	Source
Développement humain	1er	163ème sur 189 pays	PNUD
Démocratie	2ème	81ème	The Economist
liberté de presse	5ème	96ème	Reporters Sans Frontières
Corruption	3ème	85ème sur 180 pays	Transparency international

Lait et produits laitiers

La Tunisie annulera les taxes sur les importations de lait en poudre et de beurre en 2023



En Tunisie, le sous-secteur des produits laitiers bat de l'aile depuis le début de l'année tandis que les professionnels de l'industrie anticipent de plus en plus une pénurie de l'offre sans un soutien des autorités. En Tunisie, les importations de lait en poudre et de beurre seront exonérées de taxes en 2023. C'est ce que prévoit la nouvelle Loi des Finances pour l'année fiscale présentée le 26 décembre par Sihem Boughdiri, ministre des Finances. Cette décision s'inscrit dans le cadre d'une stratégie visant à soutenir l'approvisionnement

du marché laitier local en vue de prévenir une pénurie de l'offre. Elle intervient surtout dans un contexte où la filière tunisienne est en proie à une crise sans précédent. Selon les données de l'Union tunisienne de l'agriculture et de la pêche (UTAP), les quantités de lait collectées quotidiennement atteignent près de 1,4 million de litres, alors que la moyenne de consommation quotidienne s'élève à 1,8 million de litres. L'organisme public indique en outre que le stock de

la réserve stratégique se situe actuellement à un niveau de 5 millions de litres contre un stock de 40 millions de litres à la même période un an plus tôt. Si la nouvelle décision de l'exécutif devrait permettre de stimuler les importations pour rendre la denrée disponible, elle ne devrait pas pour autant résoudre le problème soulevé par les fermiers qui réclament une augmentation des prix de vente du lait pour continuer à produire. En Tunisie, le coût de production du litre de lait s'élève à plus de 1,65 dinar (0,53 \$), alors que le prix alloué au producteur n'est que de 1,14 dinar (0,36 \$), selon l'UTAP.

Source Agence Ecofin

Elections législatives de janvier 2023

Le Médiateur de la République invite à la paix

Dans le cadre des élections législatives de janvier 2023, dans sa mission de paix et de cohésion sociale, le Médiateur de la République invite à la paix.



REPUBLIQUE DU BENIN
LE MEDIATEUR DE LA REPUBLIQUE

Porto-Novo, le

COMMUNIQUE DE PRESSE

L'imminence des élections législatives de janvier 2023 suscite déjà une mobilisation générale dans tous les états-majors des partis politiques.

Le Médiateur de la République, dans sa mission de quête de la paix, saisit l'occasion pour rappeler à chaque béninoise et à chaque béninois la nécessité d'œuvrer au renforcement de la cohésion nationale en évitant tout ce qui peut faire basculer notre pays dans la violence.

Il en appelle, en outre, au patriotisme et au civisme de tout le peuple béninois, pour l'atteinte de l'objectif « zéro violence avant, pendant et après les élections législatives de janvier 2023 ».

Fait à Porto-Novo, le lundi 26 septembre 2022



Pascal ESSOU

Médiateur de la République

01 BP : 1501 PORTO-NOVO / TÉL : (+229) 20 21 20 22 - Fax : (+229) 20 21 49 09 - www.lemediateurdubenin.org



BOURSE REGIONALE DES VALEURS MOBILIERES S.A.
Afrique de l'Ouest

Siège Social : Côte d'Ivoire 18, rue Joseph AMONA - 01 BP 3802 Abidjan
☎ : (225) 20 32 66 85 / 20 32 66 86 Télécopie : (225) 20 32 66 84 E-mail : brvm@brvm.org

ANTENNE NATIONALE DE BOURSE DU BENIN
Adresse: Immeuble CCIB Avenue Charles de GAULLE 01 BP 2985 Cotonou
Téléphone : (229) 21 31 21 26 / 21 31 21 39 Télécopie : (229) 21 31 20 77

COMMUNIQUE DE L'ANTENNE NATIONALE DU BENIN DE LA BRVM

Initiation gratuite à la bourse

La Direction de l'Antenne nationale du Bénin de la Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (ANB BRVM) informe le public qu'elle organise une formation pour vulgariser la Bourse et développer la culture boursière au Bénin.

Thème de la formation : « Initiation à la bourse et aux valeurs mobilières »

Modules de formation

- MODULE 1 : Introduction à la bourse et au marché financier ;
- MODULE 2 : Initiation au marché des actions ;
- MODULE 3 : Initiation au marché des obligations.

Pour une meilleure assimilation des enseignements dispensés, les participants sont invités à suivre la totalité des modules proposés, et dans l'ordre indiqué.

Lieu de la formation : Antenne Nationale du Bénin sise dans l'enceinte de la Chambre de Commerce et d'Industrie du Bénin (CCIB) à Cotonou.

Effectif par formation : **15 à 20 personnes** par session et par module.

La participation aux formations est gratuite.

Les participants à chaque session de formation seront soumis, après chaque module, à un contrôle de connaissance (test d'évaluation) neutre et transparent. Une attestation sera délivrée aux participants à la fin de la formation

Inscription gratuite tous les jours ouvrables à l'antenne nationale du Bénin sise à la CCIB

Pour tout renseignement, contacter le 21 31 21 26 / 21 31 21 39

NB : la formation se déroulera simultanément dans tous les pays de l'espace UEMOA

Avis très important

Toute l'économie nationale, sous-régionale, africaine et internationale dans un seul quotidien.

Le tout premier quotidien économique béninois : **L'économiste**.

L'économiste, c'est des informations économiques, bancaires, financières et boursières du Bénin et d'ailleurs traitées et des dossiers réalisés pour le développement économique et social du continent africain.

L'économiste, c'est des chiffres clés de l'économie béninoise, les tendances boursières avec la Bourse régionale des valeurs mobilières (BRVM), l'actualité économique, financière en temps réel.

L'économiste, le journal des décideurs

Eclairage public

Une baisse de 20 % enregistrée en décembre dans les communes

La annoncé ce lundi que la consommation électrique de l'éclairage public en France était en baisse de 20 % sur les deux premières semaines de décembre. Un chiffre considérable que l'on doit aux efforts des communes. Enedis a qualifié cette baisse d'« historique ». « [Elle] représente une économie de 100 mégawatts (MW) d'appel de puissance. Soit 10 % d'un réacteur nucléaire », a indiqué le directeur territorial du fournisseur au Parisien qui relayait l'information. Cette baisse a permis à de nombreuses communes de faire des économies.

Un effort encore insuffisant

De nombreux élus avaient



annoncé en novembre que, dans un contexte de sobriété énergétique, des mesures seraient prises pour réduire la consommation électrique des communes. L'éclairage public, qui représente 40 % de la consommation pour les territoires, était la première source d'économie citée, note Capital. Cependant, seules 30 % des 36.000 communes fran-

çaises ont réellement pris des mesures sur la première moitié de décembre. Si ce nombre a déjà permis une jolie baisse de la consommation, des efforts restent à fournir. D'autant plus qu'avec les prix de l'énergie qui ne cessent d'augmenter, l'heure est aux économies partout où cela est possible.

20minutes

Crise énergétique

Le nombre de clients se chauffant au gaz en France a diminué en 2022



Les conséquences de l'envolée des prix. Le nombre de clients se chauffant au gaz en France a « pour la première fois depuis longtemps » diminué cette année, a indiqué ce jeudi GRDF, le principal distributeur de gaz en France qui explique la tendance par une série d'inquiétudes, notamment sur les tarifs. Depuis les années 2000, GRDF observe une diminution récurrente de l'usage du gaz pour la cuisson, notamment dans les immeubles et les grandes villes. « C'est la première année depuis longtemps où l'on va constater un recul de notre nombre de clients chauffage », a indiqué la directrice générale de GRDF, Laurence Poirier-Dietz, devant l'association des journalistes économiques et financiers (Ajef).

30.000 clients

chauffage en moins

GRDF, qui évoque un solde

encore provisoire de 30.000 clients chauffage en moins, a enregistré « une petite accélération des gens qui abandonnent et un coup de frein sur les nouveaux » raccordements, notamment de la part de clients chauffés au fioul qui sont devenus plus attentistes et qui bénéficient aussi de moins d'aides à la conversion. « Ce que nous disent les plombiers chauffagistes, c'est qu'ils voient beaucoup de clients un peu perdus, qui ne savent plus ce qu'il faut faire, et qui sont restés en attente », ajoute Laurence Poirier-Dietz. « On avait une dynamique très importante l'an dernier de clients quittant le fioul, ça s'est arrêté ». La France compte encore 3 millions de clients chauffés au fioul, dont un million près des réseaux de gaz et susceptibles de se raccorder quand la chaudière arrive en bout de course, ou qu'ils rénovent leur logement.

20minutes

Inflation et guerre en Ukraine

Selon GRDF, « les gens sont un peu inquiets pour les prix, pour l'approvisionnement et un peu aussi pour l'image puisqu'ils ont entendu dire que le gaz finançait la guerre en Ukraine, ce qui est une vision fautive et caricaturale. Il y a aussi l'inflation qui fait que les gens ne sont pas en capacité d'investir rapidement. Il faut vraiment que la chaudière claque, pour que la décision se prenne ». « Ce serait une erreur majeure de sortir tout le chauffage au gaz des bâtiments car cela augmenterait les besoins en électricité, notamment au moment des pointes » de la journée (le matin et le soir), insiste Laurence Poirier-Dietz, qui met en avant en outre, le potentiel de production de biogaz. « A l'horizon 2030, autrement dit après-demain, 20 % de notre consommation de gaz française pourrait être produite en France par du gaz vert. C'est plus que ce qui venait de Russie », a-t-elle dit. Plus de 500 méthaniseurs injectant du gaz dans le réseau sont maintenant raccordés. Ce sont des sites de production de biométhane utilisant des déchets organiques issus de l'agriculture, des boues de stations d'épuration ou de biodéchets des ménages.

Economie

Le Tchad bénéficiera d'un financement de plus de 149 millions \$ du FMI pour renforcer sa croissance économique



L'économie du Tchad s'est contractée en 2020 et 2021 après plusieurs chocs. En vue de renforcer la croissance, la réduction de la pauvreté et la résilience, en décembre 2021 les autorités se sont engagées dans un programme de réformes économiques triennal supervisé par le FMI. Le gouvernement tchadien bénéficiera d'un financement de 149,3 millions \$ de la part du Fonds

monétaire international (FMI) en vue de renforcer sa croissance économique. L'information a été rendue publique par l'institution jeudi 22 décembre sur son site web. Ce financement, qui intervient au titre de l'accord de facilité élargie de crédit (FEC) du FMI avec le Tchad, servira aussi à faire reculer la pauvreté dans le pays. Selon l'institution de Bretton Woods, la santé économique du Tchad s'améliore et le PIB devrait s'augmenter à 2,5% en 2022 et à 3,5% en 2023, notamment grâce à une reprise de la production pétrolière et non pétrolière. La hausse des prix du pétrole devrait également améliorer la balance courante cette année, impactant positivement le PIB, avec un excédent de 2,8%. « La dette publique devrait diminuer progressivement au cours des prochaines années, passant de 56% du PIB à la fin de 2021 à environ 40% du PIB en 2024 », indique la note d'information. Malgré ces projections positives, l'économie tchadienne reste, tout de même, soumise à plusieurs défis considérables. Le FMI révèle que la pandémie de Covid-19, la mauvaise récolte de 2021, le conflit russo-ukrainien et les récentes inondations ont intensifié l'insécurité alimentaire dans le pays. La prolongation de la transition politique a accentué les tensions sociales, et la situation sécuritaire reste volatile, fait savoir l'institution financière. Afin d'améliorer « progressivement » les perspectives à moyen terme, le FMI préconise une accélération dans la mise en œuvre du programme de réformes dans lequel le pays est engagé. « La croissance du PIB pétrolier et non pétrolier devrait s'accélérer. Après avoir augmenté rapidement en 2022 en raison de la hausse des prix des denrées alimentaires, l'inflation devrait progressivement se modérer à moyen terme », indique le communiqué. Ce nouveau financement porte le total des décaissements au titre de l'accord à environ 224 millions \$. Approuvé le 10 décembre 2021 pour un montant d'environ 570,75 millions \$, le programme s'étend sur trois ans, et vise, à terme, « à répondre aux importants besoins du Tchad en matière de balance des paiements et de budget, notamment en catalysant le soutien financier des donateurs officiels ».

Or

La production d'or du Sénégal a augmenté de 24 % en 2021



L'Afrique de l'Ouest est l'une des plus grandes régions productrices d'or du continent, grâce aux géants que sont le Ghana, le Mali et le Burkina Faso. La contribution de pays comme la Côte d'Ivoire et le Sénégal s'accroît également au fil des années. Au Sénégal, la production industrielle d'or s'est établie à 16,2 tonnes en 2021, en hausse de 24 % en glissement annuel. C'est ce que rapporte le comité local de l'Initiative pour la Transparence dans les Industries Extractives, qui a publié le jeudi 22 décembre son rapport annuel pour l'exercice fiscal 2021. L'ITIE note que cette hausse de la production a joué un rôle dans l'augmentation de 25 % en glissement annuel des revenus miniers constatée l'année dernière. Ils ont atteint 203,01 milliards FCFA (329 millions \$ environ), grâce notamment aux deux compagnies actives dans l'exploitation industrielle de l'or. Elles ont en effet augmenté à 25 milliards FCFA (40,5 millions \$) les redevances versées à l'Etat l'année dernière, contre 17,84 milliards FCFA en 2020. Le document montre également qu'environ 90 % de la production industrielle d'or a été exportée vers deux pays, en l'occurrence la Suisse pour l'or produit à Sabodala-Massawa par le canadien Endeavour Mining (381 943 onces), et l'Australie pour la production de la mine d'or Mako opérée l'australien Resolute Mining (128 393 onces). Les exportations totales d'or montent donc à 510 336 onces en 2021, contre 397 200 l'année précédente. En revanche l'ITIE n'a pas fourni de données pour la production artisanale, précisant seulement qu'une partie de l'or produit au Sénégal a été exporté vers les Emirats arabes unis. Dubaï, la première ville de cet Etat du Moyen-Orient, est d'ailleurs considérée comme l'un des plus grands centres mondiaux de négoce du métal jaune et une partie de la production nationale des Etats africains s'y retrouve sans toujours emprunter des canaux officiels.

Santé

L'OMS envisage la fin de la pandémie de Covid-19 en 2023

Le ciel se dégage : en Ouganda, l'Etat assouplit les mesures restrictives dans deux districts, après plus de 3 semaines sans nouveau cas d'Ebola; en Sierra Leone l'unique cas de fièvre jaune détecté s'est complètement rétabli; et l'OMS envisage une fin de la pandémie de Covid-19 à l'horizon 2023...

La fin des pandémies de Covid-19 et de variole du singe d'ici 2023 (OMS)
Selon l'Organisation mondiale de la santé (OMS), dans une déclaration du 14 décembre, la Covid-19 et la variole du singe (rebaptisée "Mpox" en anglais), pourraient ne plus être des urgences sanitaires mondiales en 2023, lorsque la phase la plus dangereuse des deux maladies sera terminée. Toutefois, le virus ne disparaîtra pas. La variole du singe devrait du reste suivre le même chemin. Tedros Adhanom Ghebreyesus, patron de l'OMS, a indiqué que l'un des principaux enseignements de la pandémie de Covid-19 était que les pays devaient être prêts à réagir rapidement à des épidémies surprises. L'Éthiopien a noté que le nombre de décès hebdomadaires représente désormais environ un cinquième de ce qu'il était il y a un an. « La semaine dernière, moins de 10 000 personnes sont mortes... C'est encore 10 000 de trop », a-t-il indiqué. Et en ajoutant que, « tous les pays peuvent encore faire beaucoup pour sauver des vies », lors d'une conférence de presse hebdomadaire. « Mais nous avons parcouru un long chemin (...) à un moment donné, l'année prochaine, nous pourrions dire que le Covid-19 n'est plus une urgence sanitaire mondiale. »

Ecofin du 27 Décembre 2022

BRVM 10 168,53

Variation Jour ↓ -0,20 %

Variation annuelle ↑ 9,78 %



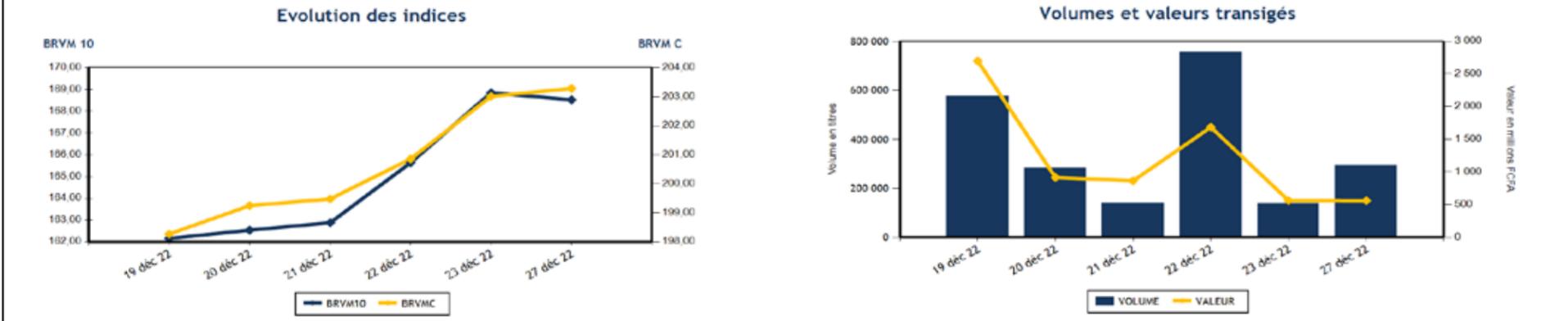
BULLETIN OFFICIEL DE LA COTE

N° 247 mardi 27 décembre 2022 Site : www.brvm.org

BRVM Composite 203,29

Variation Jour ↑ 0,13 %

Variation annuelle ↑ 0,50 %



Actions	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA) (Actions & Droits)	6 118 905 623 540	0,13 %
Volume échangé (Actions & Droits)	290 239	129,51 %
Valeur transigée (FCFA) (Actions & Droits)	522 596 856	18,23 %
Nombre de titres transigés	41	-2,38 %
Nombre de titres en hausse	13	-23,53 %
Nombre de titres en baisse	23	91,67 %
Nombre de titres inchangés	5	-61,54 %

PLUS FORTES HAUSSES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
BANK OF AFRICA SENEGAL (BOAS)	2 575	7,29 %	9,57 %
FILTISAC CI (FTSC)	1 495	7,17 %	-11,01 %
SICABLE CI (CABC)	1 120	6,67 %	10,34 %
NEI-CEDA CI (NEIC)	795	6,00 %	27,20 %
ORAGROUP TOGO (ORGT)	3 700	5,71 %	-11,69 %

Obligations	Niveau	Evol. Jour
Capitalisation boursière (FCFA)	8 906 818 069 199	0,00 %
Volume échangé	3 927	-67,79 %
Valeur transigée (FCFA)	38 789 311	-67,95 %
Nombre de titres transigés	10	11,11 %
Nombre de titres en hausse	1	-50,00 %
Nombre de titres en baisse	2	0,00 %
Nombre de titres inchangés	7	40,00 %

PLUS FORTES BAISES

Titres	Cours	Evol. Jour	Evol. annuelle
SICOR CI (SICC)	5 320	-7,48 %	3,91 %
SETAO CI (STAC)	1 100	-7,17 %	50,68 %
TOTAL SN (TTLS)	2 500	-5,12 %	26,58 %
SUCRIVOIRE (SCRC)	950	-4,52 %	-1,04 %
SMB CI (SMBC)	6 705	-3,94 %	-2,83 %

INDICES SECTORIELS

Base = 100 au 14 juin 1999	Nombre de sociétés	Valeur	Evol. Jour	Evol. annuelle	Volume	Valeur	PER moyen
BRVM - INDUSTRIE	11	104,14	0,38 %	-5,42 %	27 048	56 569 890	26,55
BRVM - SERVICES PUBLICS	4	481,97	-0,57 %	7,38 %	17 951	247 232 950	9,02
BRVM - FINANCES	15	76,29	0,93 %	-1,09 %	237 800	196 610 681	7,34
BRVM - TRANSPORT	2	358,41	-0,33 %	-42,39 %	1 021	1 489 615	5,72
BRVM - AGRICULTURE	5	292,22	-0,31 %	20,10 %	2 432	13 962 790	5,52
BRVM - DISTRIBUTION	7	363,60	-0,68 %	-10,76 %	1 777	4 114 200	25,48
BRVM - AUTRES SECTEURS	1	1 357,27	-7,17 %	50,69 %	2 210	2 616 730	13,21
BRVM - PETITES CAPITALISATIONS	-	-	-	-	-	-	-

Indicateurs	1er et 2è Comp.	BRVM PC
PER moyen du marché	7,99	
Taux de rendement moyen du marché	7,41	
Taux de rentabilité moyen du marché	8,48	
Nombre de sociétés cotées	45	
Nombre de lignes obligataires	110	
Volume moyen annuel par séance	959 389,00	
Valeur moyenne annuelle par séance	1 857 555 548,02	

Indicateurs	1er et 2è Comp.	BRVM PC
Ratio moyen de liquidité	8,60	
Ratio moyen de satisfaction	69,59	
Ratio moyen de tendance	808,85	
Ratio moyen de couverture	12,36	
Taux de rotation moyen du marché	0,03	
Prime de risque du marché	6,62	
Nombre de SGI participantes	28	

Définitions

Volume moyen annuel par séance = Valeur annuelle échangée / nombre de séances
 Valeur moyenne annuelle par séance = Moyenne des ratios de liquidité (Titres échangés / Volume des ordres de vente)
 Ratio moyen de liquidité = Moyenne des ratios de satisfaction (Titres échangés / Volume des ordres d'achat)
 Ratio moyen de satisfaction = Moyenne des ratios de tendance (Volume des ordres d'achat / Volume des ordres de vente)
 Ratio moyen de tendance = Moyenne des ratios de couverture (Volume des ordres de vente / Volume des ordres d'achat)
 Ratio moyen de couverture

Taux moyen de rotation = moyenne des taux de rotation des actions cotées (volume transigé/capi flottante)
 PER moyen du marché = moyenne des PER des actions cotées ayant un PER positif
 Taux de rendement moyen = moyenne des taux de rendement des actions cotées ayant distribué un dividende
 Taux de rentabilité moyen = moyenne des taux de rentabilité des actions cotées
 Prime de risque du marché = (1 / le PER moyen du marché) - le taux de référence actuel des emprunts d'Etat



BRVM - BOURSE REGIONALE DES VALEURS MOBILIERES
 BRVM - Société Anonyme au capital de 3.062.040.000 CFA - RC : CI - ABJ - 1997 - B - 208435 - CC : 9819725 - E
 Siège Social : Abidjan - CÔTE D'IVOIRE. Adresse : 18, Rue Joseph ANOMA (Rue des Banques) - Abidjan
 Tél : +225 20 32 66 85 / 86, Fax : +225 20 32 66 84, Mail : brvm@brvm.org, Site Web : www.brvm.org

UCA
 UNITED CAPITAL FOR AFRICA S.A.
 Av. proche, rue en face de l'église Saint Michel allant vers Caboma, Immeuble Comète lot 202 parcelle « d », Cotonou - BENIN
 001 BP 8690 RP
 uca@ucasgi.com
 (229) 21 31 00 21 / 61 18 18 00
 (229) 21 31 00 21
 www.ucasgi.com

SGI - BENIN
 Carré 211 St Michel
 immeuble SGI-Bénin 01 BP
 4546 Cotonou.
 Tél : (229) 21 31 15 41
 21 31 15 71

BOA CAPITAL SECURITIES
 Groupe BMCE BANK
 BOA CAPITAL SECURITIES
 Siège BOA Benin,
 Boulevard de France
 Tel : (229)
 21315343/64182121

SOCIETE DE BOURSE
 AGI
 Immeuble de l'Africaine des Assurances
 Face à la Direction de l'Emigration Immigration
 01 BP 8668 RP Cotonou
 contact@agi-agi.com
 +229 21318733
 +229 21316065

AFRICABOURSE
 Avenue Steinmetz Face
 Immeuble Air Gabon 01 BP
 6002 COTONOU BENIN
 Tél : (229) 21 31 88 35 /
 21 31 88 36

BIIC Financial Services
 Société de gestion et d'intermédiation
 Boulevard Saint Michel
 Immeuble Agence BIIC Dantokpa
 01 BP. 7700 Cotonou
 Tél. +229 21324875
 Tél. +229 21324876
 sgjifs@biic-financialservices.com

Quelques pharmacies à Cotonou

N°	NOM DE LA PHARMACIE	TELEPHONE	ARR
1	SILOE DEGAKON	99070606	1ER
2	SURU-LERE	64341313/99480846	
3	TANTO	64104471	
4	REINE DES GRÂCES	95360822	2EME
5	ADETONA LOMNAVA	94012397	3EME
6	AGBODJEDO	63425131/61822725	
7	LA BENINOISE	60502956/21377190/21330646	4EME
8	NOUVELLE PHARMACIE DE L'HABITAT	63045618/99947477/95508789	
9	ATINKANMEY	94012392/60019772	5EME
10	GANJI	95943682/60805039	
11	ZONGO	95846920	
12	DES 4 THERAPIES	21323330/98846095	6EME
13	JERICHO	95846914	
14	SAINTE EUPHRASIE DE VOSSA	69510000	
15	MAHUTON	52018944	
16	AMEN	63016565/67309529	7EME
17	MARINA	94018724	8EME
18	SAINTE GABRIEL	95605656	
19	KINDONOU	21380115	9EME
20	DE L'AMITIE	21380512/95869239	10EME
21	NOUVELLE PHARMACIE FIFADJI	62646802	
22	VEDOKO	94018722	
23	DE LA PAIX	21303865/97604362	11EME
24	LA MADONE	95338399/94013982	12EME
25	SAINTE LOUIS	95859686	13EME
26	LES PYLONES	66826813/95924231	
27	LULI LULI	98656060	

Jours du marché Dantokpa

Décembre 2022
Jeudi 1 Décembre 2022
Mardi 6 Décembre 2022
Samedi 10 Décembre 2022
Mercredi 14 Décembre 2022
Dimanche 18 Décembre 2022
Jeudi 22 Décembre 2022
Dimanche 25 Décembre 2022
Mercredi 28 Décembre 2022

Taux de change

Devises étrangères	Franc CFA (1Xof)
Dollar (USD)	652,73
Euro	655,95
Livre Sterling (GBP - Grande Bretagne)	775,87
Naira (NGN - Nigeria)	1,57
Cedi (GHS - Ghana)	80,69
Rand (ZAR - Afrique du Sud)	38,18
Yen (JPY)	4,7
Yuan (CNY)	97,15
Rouble russe (RUB)	10,44
Franc Suisse (CHF)	665,26
Franc Guinéen (GNF)	0,07
Roupie indienne (INR)	8,2
Droits de tirage spéciaux (FMI)	856,57
Or (XAU)	1131857,00
Argent (XAG)	12480,68

Prix des produits de première nécessité appliqués dans les marchés

produits	Unité de mesure	Prix (en FCfa)
Maïs	Tongolo	250
Mil	Tongolo	350/400
Gari ordinaire	Tongolo	350
Gari fin	Tongolo	400
Haricot rouge	Tongolo	650
Haricot blanc	Tongolo	700/800
Arachide décort. Gros grains	Tongolo	800
Piment vert (gbataki)	Tongolo	500
Tomate fraîche	Grand Panier	40.000/50.000
Oignon p m g	Panier (40)	1500/2000/3000
Farine de cossette d'igname	Tongolo	1000
Sésame qualité supérieure	Tongolo	1000
Sel marin local	Tongolo	350
Sel marin importé	Tongolo	350
Sucre en morceau	Paquet	600
Sucre en poudre	1kg	500
Riz ordinaire	Tongolo	Entre 500 et 900
Huile d'arachide locale	1litre	1400
Huile végétale importée	1litre	1700
Huile rouge locale	1,5litre	1000
Igname ordinaire	Tas	3500
Igname à piler	Tas	4500
Savon palmida	1pain	200
Lait concentré sucré BB et autres	250g	400/500
Lait concentré sucré Jago	Plus d'1kg	1200
Lait concentré non sucré Peak	250g	450
Sardine à huile	250g	500
Couscous Sipa	500g (en sachet)	850
Spaghetti Matanti	250g/500g (en sachet)	300/450
Coquille Maman et autres	250g/500g (en sachet)	300/450
Concentré de tomate	150g/250g/1kg	125/275/450/1900
Banane	Régime	Entre 3000 et 4000
Œuf	Plateau	2400/2600

Source : Quotidien l'Economiste du Bénin, fait le 20/12/ 2022

Cours des matières Premières Mardi 20 Décembre 2022

Matière première	Mois	Dernier	Var.	Var. %	Heure
Or	Août 2022	1.731,95	-10,35	-0,59%	21:17:03
XAU/USD		1.733,77	-8,57	-0,49%	21:17:32
Argent	Sept 2022	19,067	-0,169	-0,88%	21:17:11
Cuivre	Sept 2022	3,4242	-0,0978	-2,78%	21:17:32
Platine	Oct 2022	857,90	-24,90	-2,82%	21:17:32
Palladium	Sept 2022	2.137,50	-19,10	-0,89%	21:17:01
Pétrole brut WTI	Août 2022	103,61	-1,18	-1,13%	21:17:32
Pétrole Brent	Sept 2022	106,57	-0,45	-0,42%	21:17:32
Gaz naturel	Août 2022	6,429	+0,395	+6,55%	21:17:14
Fioul	Août 2022	3,7730	+0,1001	+2,73%	21:17:28
Essence RBOB	Août 2022	3,4612	+0,0141	+0,41%	21:17:28
Gasoil Londres	Août 2022	1.123,00	+49,50	+4,61%	21:17:26
Aluminium		2.380,00	-72,00	-2,94%	19:25:38
Zinc		3.049,50	-32,00	-1,04%	19:27:17
Nickel		21.880,00	+132,50	+0,61%	19:55:12
Cuivre		7.611,00	-179,00	-2,30%	19:30:02
Blé américain	Sept 2022	855,30	-35,70	-4,01%	20:20:06
Riz Paddy	Sept 2022	16,532	+0,077	+0,47%	20:20:06
Maïs américain	Sept 2022	635,00	+1,75	+0,28%	20:19:59
Soja américain	Août 2022	1.519,12	+6,12	+0,40%	20:19:57
Huile de Soja américaine	Déc 2022	61,28	+0,79	+1,31%	20:19:56
Farine de soja	Déc 2022	400,10	-3,60	-0,89%	20:20:06
Coton américain	Déc 2022	94,88	-0,75	-0,78%	20:20:01
Cacao américain	Sept 2022	2.378,00	+60,00	+2,59%	19:29:00
Café US C	Sept 2022	212,92	-7,53	-3,42%	19:30:04
Café de Londres	Sept 2022	1.968,00	-2,00	-0,10%	18:30:07
Sucre américain	Oct 2022	18,92	-0,10	-0,53%	18:59:00
Jus d'orange	Sept 2022	164,18	+0,63	+0,39%	20:00:07
Bétail	Août 2022	136,30	+2,35	+1,75%	20:04:59
Porc	Juill 2022	113,18	+0,32	+0,29%	20:04:57
Bovins d'engraissement	Août 2022	174,96	+2,48	+1,44%	20:05:04
Bois de construction	Juill 2022	663,00	+4,00	+0,61%	20:39:44
Avoine		486,10	+1,90	+0,39%	20:19:17

Prix des produits hydrocarbures et gaz

Produits	Unité de mesure	Prix (en FCfa)
Essence	1l	600
Pétrole	1L	851
Gasoil	1L	668
Mélange	1L	615
Gaz domestique	6kg (petite bouteille)	4770
	12,5kg (moyenne bouteille)	9900
	18kg (grande bouteille)	14.300
Huile à moteur (essence)	Bidon (1L)	2.900
	Bidon (4L)	9.590
Huile à moteur (diésel)	Bidon de 4Littres	10.535
Huile à moteur (Atf boîte automatique)	2littres	6.320
Huile à moteur (à pont EP 90)	2Littres	6.130
Huile à moteur en vrac	1Litre	2.265
Huile à moteur diesel	1Litre	2.165
Huile à 2 temps en vrac	1L	1.635
Graisse	0,400g	2.940
Eau distillée	1,5L	850
Eau de refroidissement	Bidon (1,5L)	1.600
	Bidon (5L)	5.000
Electrolyte	5L	4.000
E140 en vrac	1L	2.175
E140 camion et 4X4	Bidon de 2L	6.295

Source : Station « JNP » Mardi 20 Décembre 2022

Les marchés locaux qui s'animent par huitaine

Départements	Lieux	Noms	Jours	
Alibori	Malanville	Malanville	dimanche	
	Ségbana	Ségbana	dimanche	
	Bérébouaye	Bérébouaye	samedi	
	Malanville	Malanville	samedi	
	Karimama	Karimama	vendredi	
		Matéri	Matéri	jeudi
		Tanguiéta	Tanguiéta	lundi
Cobly		Cobly	mercredi	
	Gaouga	Gaouga	mardi	
	Kassoua	Kassoua	mardi	
Mono	Grand-Popo	Grand-Popo	mardi	
	Agoué	Agoué	mercredi	
Zou	Djalloukou	Djalloukou	dimanche	
	Massi	Massi	dimanche	
	Agouna	Agouna	mardi	
	Ikèmon	Ikèmon	mercredi	
Borgou	Gogounou	Gogounou	dimanche	
	Bembéréké	Bembéréké	jeudi	
	Kalalé	Kalalé	jeudi	
	Tchaourou	Tchaourou	lundi	
	Tchikandou	Tchikandou	mardi	
	Fô-Bouré	Fô-Bouré	mercredi	
	Sokka	Sokka	mercredi	
	Parakou	Azeke	samedi	
	N'Dali	N'Dali	samedi	
	Dunkassa	Dunkassa	vendredi	
Collines	Ouèdèmè	Ouèdèmè	dimanche	
	Ouessè	Ouessè	jeudi	
	Gobada	Gobada	lundi	
	Savè	Savè	lundi	
	Tchetti	Tchetti	lundi	
	Glazoué	Glazoué	mercredi	
	Lahotan	Lahotan	mercredi	
Donga	Bénin	Bénin	jeudi	
	Tokotoko	Tokotoko	lundi	

Développement dans le Couffo

Le préfet Mègbédji prime les meilleures communes et établissements scolaires

Le préfet du Couffo, Christophe H. Mègbédji a procédé jeudi 22 décembre 2022, à l'ex centre universitaire d'Aplahoué, à la distinction des meilleures communes mobilisatrices de ressources endogènes, des communes les plus propres et des meilleurs établissements scolaires du département du Couffo au titre de l'année 2022.

● Gaétan NATO

(Correspondant/ Mono-Couffo)

C'était en présence des Secrétaires exécutifs des mairies du Couffo, des maires et leurs adjoints, des acteurs de l'éducation, des sages et notables, le secrétaire permanent de la communauté des communes du Couffo représentant le président, des chefs des villages des communes, des membres de l'association des parents d'élèves sans oublier les acteurs du système éducatif du département.

L'idée de l'organisation de cette cérémonie de distinction est partie du constat du préfet du département du Couffo. Ce constat est relatif à la baisse des indicateurs de performances depuis un certain nombre d'années

dans le secteur de l'éducation notamment au niveau du sous-secteur de l'enseignement maternel et primaire. Sur le plan de la gouvernance des communes, le préfet Christophe Mègbédji en tant qu'autorité de tutelle des communes, a observé que le niveau de la mobilisation des ressources propres a connu une baisse depuis des années. Pour cela, il a pris l'engagement de descendre dans les lieux de collecte pour donner l'exemple aux uns et aux autres. Il s'est engagé ensuite à récompenser les meilleures communes qui feront une bonne performance en matière de mobilisation des ressources endogènes; de même pour les établissements scolaires ayant enregistré les meilleurs résultats au titre de l'année 2022. En dehors de ces constats, il est à noter



que la question de salubrité dans les communes laisse à désirer car, de grands efforts restent à faire. C'est au vu de cela que l'ancien maire de Klouékanmè avec trois mandats, actuel préfet du Couffo Christophe Mègbédji a organisé cette première édition de concours afin de récompenser les communes qui font déjà des pas appréciables dans le domaine, et inciter les autres à se réveil-

ler. Parlant des communes, le préfet Mègbédji dira qu'il a opté pour le renforcement de l'autonomie financière des communes du Couffo au moyen de ce concours qui selon lui vise entre autres, à inciter les autorités communales à mieux s'occuper de la question relative au recouvrement sans faille des recettes propres. Selon les résultats du concours, les meilleures communes

mobilisatrices des ressources endogènes sont :

1^{er} : Klouékanmè

2^{ème}: Aplahoué

3^{ème}: Toviklin

4^{ème}: Dogbo

5^{ème}: Lalo

6^{ème}: Djakotomey

Cep 2022

1^{er} Epp Ekinhoué (Klouékanmè)

2^è Epp Ehouzou (Klouékanmè)

3^è Epp Tchipe / A (Klouékanmè)

BEPC

1^{er} Collège catholique Klouékanmè

2^è Ceg 2 Dogbo

3^è collège catholique Dogbo

Baccalauréat

1^{er} LTTI Djakotomey

2^è Collège catholique Azové (Aplahoué)

3^è Collège catholique Klouékanmè

Dans la catégorie des meilleures communes les plus propres du département du Couffo, Klouékanmè sort à nouveau 1er avec 10,50 points suivie de Dogbo avec 6points. Par ailleurs, dans la catégorie des meilleurs établissements scolaires du département, les résultats se présentent comme suit :

HOROSCOPE finance

Bélier Si vous vous laissez aller à de folles dépenses, vous serez aussitôt dans une impasse. Astreignez-vous à faire des économies et à gérer votre budget avec rigueur. Vous allez bientôt traverser une période de vaches maigres.

Taureau Soyez tout particulièrement prudent aujourd'hui en ce qui concerne le domaine financier, où votre jugement ne sera pas toujours excellent. Evitez d'engager des sommes trop importantes par rapport à vos moyens dans des affaires dont vous n'êtes pas absolument sûr de l'issue. Vigilance également dans le domaine immobilier : un contrat peut ne pas être très net et laisser la porte ouverte à d'épineux problèmes juridiques.

Gémeaux Mercure en cette configuration va vous souffler d'excellentes idées pour améliorer votre niveau de vie ou pour rentabiliser vos économies. Prenez rendez-vous avec votre banquier ; vous pourrez alors, grâce à ses conseils, tirer un bon parti de vos intuitions. Pluton pourra vous valoir une bonne surprise ; mais il vous faudra réagir rapidement pour profiter de l'occasion qui s'offrira à vous.

Cancer Mettez à présent de l'ordre dans vos affaires pécuniaires et faites vos comptes de manière à ne pas être pris ensuite au dépourvu. Une petite rentrée financière n'est pas impossible aujourd'hui. Mais ne vous lancez pas aussitôt dans des dépenses inutiles, faites plutôt fructifier vos fonds !

Journée délicate financièrement. Faites le dos rond et attendez en espérant des jours meilleurs, qui ne sauraient tarder. Ne vous laissez pas entraîner par votre impatience, car vos coups de tête vous feraient tomber dans le vide.

Lion Un petit voyage serait agréable actuellement et il vous détendrait tout en vous permettant de réaliser l'un de vos buts. Attention cependant de ne pas vider votre compte en banque ! Pour une fois, prenez les conseils de professionnels avisés, d'amis discrets, voire de votre bien-aimé... Les affaires d'argent sont délicates de nos jours !

Balance Cette journée sera relativement calme, marquée surtout par la nécessité de remettre de l'ordre dans vos finances, d'accumuler des biens et de préparer matériellement votre avenir. Evitez cependant de lâcher la proie pour l'ombre et d'hypothéquer le présent sous le prétexte d'assurer vos vieux jours.

Scorpion Votre esprit sera principalement axé sur le gain. En effet, cet aspect de Pluton, qui a trait aux biens et à la fortune, favorisera un renouveau d'appétit pour la richesse et la possession. Votre flair pour les bonnes affaires, petites ou grandes, se développera et s'affinera. Vous saurez apprécier avec lucidité les possibilités de bénéfices dans le domaine de la spéculation et des opérations boursières ou commerciales.

Sagittaire Votre équilibre budgétaire sera protégé par Saturne. Un coup de chance incroyable est d'ailleurs possible. Si vous faites partie des heureux élus qui ont droit à une bonne surprise, restez quand même prudent : placez cet argent au lieu de le dépenser.

Capricorne La réussite matérielle fera partie des dons que vous prodiguera aujourd'hui Mars. Vous pourriez emporter une excellente affaire financière ou gagner une somme conséquente à un jeu de hasard ; n'oubliez pas de consulter votre nombre de chance.

Verseau La planète Saturne en bel aspect vous permettra de vous sentir bien dans votre peau et de connaître la joie de vivre. Il faudra pourtant vous garder d'une certaine euphorie et d'un optimisme béat, qui pourraient vous pousser au laisser-aller. Vous devrez surtout résister à l'impulsion de dépenser, d'acheter des quantités de choses qui ne se révéleront pas indispensables. Prenez note de cet avertissement de Benjamin Franklin : "Si vous achetez ce qui est superflu, vous vendrez bientôt ce qui est nécessaire".

Vous aurez la possibilité de réaliser des transactions financières profitables, et vous entendrez profiter de cette possibilité au lieu de ne penser qu'à faire la fête. Vous serez aussi en mesure de régler aujourd'hui une affaire litigieuse qui traînait depuis longtemps.

L'économiste

Premier Quotidien Economique du Bénin

Journal spécialisé d'information d'analyse et d'investigation économique, financière et boursière Edité par l'Agence de Communication "CHEZ VOUS"

N° 0997 MISP / DC / SG / DAI / SCC du 25 / 10 / 2007

Sikèkodji zone résidentielle, 2^{ème} rue à droite en quittant le carrefour Marina pour la Mairie de Cotonou, carré N°83

Email : leconomistbenin1@gmail.com

Site : www.leconomistbenin.com

Directeur Général

Léonard DOSSOU

(00229) 95 429 626 / 97 096 417

Assistant du Directeur Général

Calixte ADIYETON

(66 232 545)

Secrétaire caissière

Ella Viviane HOUEHOMEGAN (97 14 85 43)

Directeur de publication

Jules AFFODJI

Rédacteur en chef

Jean Claude KOUAGOU

(97 720 976)

Secrétaire de rédaction

Abdul Wahab ADO

(66656265)

Rédacteurs

Nestor DEHOINDJI

Bidossessi WANOU

(67 20 33 27)

Sylvestre TCHOMAKOU

Falco Vignon

Raoul Gandaho

(Correspondant Ouémé Plateau)

Mouhamed Bouhari SAÏDOU

(Br. Borgou/Alibori)

Rock AMADJI

(Correspondant Zou-Collines)

Emmanuel AKAKPO

(Br Atacora-Donga)

Issa SIKITI DA SILVA

(Correspondant RDC)

Modeste COCO (Consultant)

Représentant de l'Economiste du

Bénin en Europe, Bureau de Paris:

Franck Vial, correspondant France

de l'Economiste du Bénin

Tel +330671790990

Mail : eco.benin.paris@gmail.com

Directrice commerciale

Rigel BATCHO

(69190880)

Graphiste

Gisèle NOUDAÏKPON

(62323855)

Constant Hermann DAZAN, à propos de la 8ème législature

« De grands succès au plan de la diplomatie parlementaire »

Nous allons faire un clin d'œil à nos parlementaires. Je veux parler des femmes parlementaires.

Quand je parle de travailler à une présence plus accrue des parlementaires dans les instances internationales, je n'oublie pas non plus le personnel parlementaire qui a aussi besoin d'être positionné à des postes de responsabilité dans ces organisations interparlementaires. Quand vous prenez par exemple le Parlement panafricain, l'APF, il y a quand même des secrétariats administratifs qui travaillent au bon fonctionnement de ces organisations. C'aurait été vraiment une joie et une fierté pour nous de voir également nos cadres parlementaires travailler dans ces instances internationales. Donc non seulement il faudrait travailler à ce que nos députés aient une vision beaucoup plus accrue dans ces enceintes internationales mais il faudrait également qu'on encourage à ce que nos fonctionnaires parlementaires puissent postuler à des postes au sein de ces organisations interparlementaires.

Je parlais des femmes parlementaires tout à l'heure. Est-ce que quand on entend toutes ces prouesses réalisées par le Bénin à l'international en matière de diplomatie parlementaire, on a des femmes qui sont de plus en plus introduites dans ces milieux-là ?

Oui bien sûr. Je vous ai rappelé tout à l'heure l'honorable Mariama Baba Moussa qui est membre du bureau du réseau des femmes parlementaires de l'UIP. C'est à notre actif.

Nous avons vu aussi à Kigali l'honorable Romarique Sedami Medegan Fagla

Absolument !

Elle y était présente avec la délégation.

Bien sûr. L'honorable Sedami est souvent appelée à effectuer des missions dans le cadre de l'Assemblée parlementaire de la francophonie. Je crois qu'on a beaucoup de femmes parlementaires qui justement travaillent dans ce sens-là. Et ça c'est à encourager.

En début d'émission, vous avez situé ces rôles que nous connaissons et qui sont les rôles traditionnels dans lesquels on retrouve les députés à savoir légiférer, contrôler l'action du Gouvernement, représenter le peuple. Est-ce qu'à travers la diplomatie parlementaire, on peut s'attendre à ce qu'il y ait des incidences sur le vécu des populations que représente le député à l'Assemblée nationale ?

Bien sûr M. Djossou. Est-ce que vous savez déjà que la promotion du concept de la diplomatie parlementaire est partie justement de la promotion de la démocratie à la base, démocratie au niveau des populations. Donc en réalité, c'est cette idée qui transparait justement dans la diplomatie par-



lementaire parce que ça permet quand même aux députés de plusieurs pays de se retrouver et d'échanger les expériences d'idées en termes de démocratie, en termes de droits de l'homme, en termes de liberté publique...etc

Est-ce qu'il y a des parlements sous régionaux qui viennent chez nous pour suivre un peu ce qui s'y fait ?

Pourquoi pas M. Djossou ? Bien sûr ! À l'entame de la 8ème législature, nous avons réussi à avoir avec nous le président de la République de l'Inde en mai 2019. Nous avons reçu également le vice-président du Parti communiste chinois qui est venu à la tête d'une forte délégation au Bénin. Nous avons accueilli des sénateurs français, des députés autrichiens, des députés allemands pour ne citer que ceux-là. C'est pour vous dire qu'en réalité le Parlement béninois a quand même une crédibilité aujourd'hui sur le plan international.

M.Dazan nous sommes presque à la fin de cette émission spéciale. Est ce qu'il y a d'autres points que vous auriez souhaité aborder encore ?

Ce que je voudrais dire pour conclure c'est qu'il faudrait que nous croyions aujourd'hui en l'existence d'une diplomatie parlementaire. Il faudrait aussi comprendre que la diplomatie parlementaire n'est pas en concurrence avec la diplomatie classique. C'est juste des liens de complémentarité parce qu'il y a même des domaines que la diplomatie classique n'arrive pas encore à explorer mais que la diplomatie parlementaire explore. Je crois qu'il faudrait qu'on aille vers le développement de ce lien de complémentarité. Car vous savez l'action diplomatique doit être une action une et indivisible. D'où l'idée d'une complémentarité entre la diplomatie classique et la diplomatie parlementaire.

Est-ce que parfois les moyens ne manquent pas au Parlement béninois pour être davantage plus efficace dans cette diplomatie parlementaire ?

Mais M. Djossou vous savez bien que la question des ressources se pose à tous les niveaux. Même au niveau de l'exécutif, ce problème se pose. Nous sommes dans un pays où beaucoup de choses restent à faire. Nous avons les questions d'éducation, les questions de l'eau, d'électricité qui sont quand même des questions aussi importantes. Donc je crois que tout est question de priorisation dans l'allocation des ressources. Et j'espère qu'avec le temps, des crédits seront alloués de plus en plus pour renforcer notre action diplomatique.

Est-ce que pour finir M.Dazan on peut estimer que le Bénin peut être fier de son Parlement, fier de la 8ème législature pour tout le travail qui a été abattu en termes de diplomatie parlementaire ?

Monsieur le journaliste je suis très fier de ce qui a été abattu sous cette législature. Pourquoi ? Parce que comme je vous l'ai dit, nous avons beaucoup de députés qui ont quand même des positions très fortes au sein de ces instances parlementaires internationales dont j'ai parlé tantôt. Et puis aujourd'hui lorsque vous allez à l'APF, le Bénin est très en vue. Je viens d'un stage à l'APF où on m'a dit qu'on voudrait que le Parlement du Bénin organise la première édition du Parlement des jeunes francophones de l'Afrique de l'Ouest. Vous voyez quand même que c'est une fierté pour nous d'organiser quand même la première édition du Parlement des jeunes francophones de l'Afrique de l'Ouest. Je crois que nous sommes sur la bonne voie et j'espère qu'avec la 9ème législature, cet engouement va se poursuivre.

Il nous est arrivé de croiser les députés béninois sur certains théâtres de l'organisation des élections où la Cedeao invite plusieurs députés.

Bien sûr. Même récemment des députés ont été invités comme observateurs par le Parlement panafricain pour observer les élections en Afrique. Il y en a de tout temps que ce soit au niveau du Parlement panafricain ou de la Cedeao.

Mesdames et messieurs, le Bénin n'aura pas été absent sur l'échiquier international en termes de diplomatie parlementaire. La 8ème législature a joué sa partition que nous avons eu le temps de découvrir avec notre invité Constant Hermann Dazan qui est le chef service coopération interparlementaire. Diplomate de formation et conseiller des affaires étrangères. C'était par sa présence que nous avons pu apprécier cette présence diplomatique du Bénin en termes de la partition que ce parlement a jouée. Nous sommes déjà à la fin de ce plateau spécial. Nous allons tout simplement vous dire merci de votre attention.

Propos transcrits par Hermann OBINTI

Utilisation des services financiers

Des défis à relever pour booster l'inclusion financière dans l'UEMOA

La collecte des données d'inclusion financière, la connaissance des besoins des populations d'une part, l'accès et à l'utilisation des services financiers d'autre part, constituent, entre autres, les défis à relever pour booster l'inclusion financière dans l'Union économique et monétaire ouest africaine (UEMOA). C'est ce que rappelle le rapport de la Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) sur l'inclusion financière.

● Falco VIGNON

Au nombre des défis, en matière de collecte des données, les besoins portent sur : la disponibilité de données désagrégées selon le genre, la catégorie socioprofessionnelle et le lieu d'habitation, en vue d'améliorer la qualité des décisions de politiques en faveur de l'inclusion financière ; la disponibilité de données factuelles, du côté

de la demande de services financiers, afin d'améliorer la connaissance du marché et de rendre plus pertinentes les actions menées en matière de promotion de l'inclusion financière ; l'utilisation optimale des nouvelles technologies, en vue d'accroître l'efficacité et la qualité de la collecte de données sur l'offre de services financiers et la localisation des points de services financiers ; l'interopérabilité des services

financiers numériques, afin de faciliter l'offre, d'assurer la mutualisation des plateformes entre tous les émetteurs bancaires et non bancaires et d'élargir le réseau d'acceptation et de distribution ; le renforcement du cadre de gouvernance et de gestion des risques au sein des institutions de microfinance, en vue de contribuer à l'assainissement du secteur. Selon le rapport, dans le cadre de l'amélioration de l'accès et de l'utilisation

des services financiers par les populations, la BCEAO devrait poursuivre ses actions en faveur de l'inclusion financière, à travers la mise en œuvre de la stratégie régionale d'inclusion financière, afin d'assurer le déploiement du système d'interopérabilité des services financiers numériques ; le renforcement de la réglementation des services financiers digitaux ; l'assainissement et le renforcement du secteur de la micro-

finance ; l'amélioration du niveau de connaissance de la situation de l'inclusion financière ; le déploiement du Programme régional d'éducation financière dans l'UEMOA et la finalisation de l'étude de faisabilité pour la mise en place d'un système d'identification unique des usagers des services financiers. Au titre du projet d'interopérabilité des services financiers numériques, la feuille de route sera mise en œuvre, avec

une orientation stratégique qui prévoit le développement et la gestion de la plateforme interopérable par la BCEAO. Sur le plan réglementaire, l'année 2023 sera consacrée à la poursuite de la révision des textes régissant l'activité d'émission de monnaie électronique ainsi que les conditions et modalités d'émission et d'acceptation des cartes de paiement dans l'UEMOA.

Aide humanitaire en 2023

L'Unicef sollicite 6.360 milliards FCFA pour 110 millions d'enfants

Face aux diverses formes de crises sous lesquelles ploient les enfants partout dans le monde, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (Unicef) appelle l'humanité à un sursaut patriotique mondial pour redonner le sourire à ces couches en situation difficile. Dans un nouvel appel qu'elle a lancé, l'institution entend apporter du soutien à plus de 173 millions de personnes en 2023.

● Sylvestre TCHOMAKOU

Que faut-il pour aider les enfants et les jeunes vivants dans les conflits et les crises ? A cette question qui fait appel à l'action humanitaire, l'Unicef, pour 2023, met en lumière un appel de fonds d'urgence. D'un montant de 10,3 milliards de dollars soit plus de 6.360 milliards FCFA, ce fonds qui s'adresse à 155 pays et territoires dans le monde, selon l'institution basée à Genève, vise à fournir une aide humanitaire à plus de 173 millions de personnes, dont 110 millions d'enfants, touchés par les crises humanitaires, les effets persistants de la pandémie mondiale de COVID-19 et la menace croissante que constituent les phénomènes météorologiques de forte intensité provoqués par les changements climatiques. Soulignant au lancement de cet appel que « jamais autant d'enfants n'ont eu besoin de l'aide humanitaire qu'aujourd'hui », Directrice générale de l'UNICEF, Catherine Russell, a fait savoir que « Partout dans le monde, les enfants font face à une conjugaison redoutable de crises prenant des formes aussi diverses que les conflits, les déplacements de population, les épidémies et l'envoie des taux de malnutrition ». Expliquant que les changements climatiques aggravent ces crises et en



gènèrent d'autres, elle a martelé qu'« il est primordial que nous recevions le soutien nécessaire pour que les enfants bénéficient d'interventions humanitaires cruciales et menées à temps ».

Selon l'Unicef, au début de l'année, le nombre de personnes ayant besoin d'une aide et d'une protection humanitaires était estimé à 274 millions. Au fil des mois, ces besoins ont considérablement augmenté, principalement en raison des conflits (dont la guerre en Ukraine), de l'insécurité alimentaire croissante, des risques de famine engendrés par les changements climatiques et d'autres facteurs, ainsi que des inondations dévastatrices qui ont frappé le Pakistan. Partout dans le monde, la résurgence des épidémies, notamment de choléra et de rougeole, accentue les risques pour les enfants dans les situations d'urgence. Sans oublier

les bouleversements et l'instabilité économiques à l'échelle mondiale, en particulier l'inflation et la hausse du coût des produits alimentaires et des carburants, qui ont eu des conséquences désastreuses sur la vie et le bien-être de millions d'enfants dans le monde comptant parmi les plus vulnérables.

Se référant aux changements climatiques, « les dix dernières années, renseigne l'organe subsidiaire du système des Nations Unies, ont été les plus chaudes jamais enregistrées et le nombre de catastrophes climatiques a triplé depuis 30 ans. À l'heure actuelle, plus de 400 millions d'enfants vivent dans des zones où la vulnérabilité hydrique est élevée ou extrêmement élevée ». Selon ses statistiques, les crises successives ont entraîné au total le déplacement de près de 37 millions d'entre eux partout dans le monde, un record depuis la Seconde Guerre mondiale.

Dans le cadre de son action humanitaire pour les enfants, à l'origine de l'appel de fonds de l'organisation pour l'année 2023, l'UNICEF prévoit de :

- Traiter 8,2 millions d'enfants contre la malnutrition aiguë sévère ;
- Vacciner 28 millions d'enfants contre la rougeole ;
- Fournir à 63,7 millions de personnes un accès à de l'eau salubre pour boire et répondre aux besoins de leur foyer ;
- Apporter à 23,5 millions d'enfants, d'adolescents et de personnes s'occupant d'enfants un soutien en santé mentale et une aide psychosociale ;
- Permettre à 16,2 millions d'enfants et de femmes de bénéficier d'interventions d'atténuation et de prévention des risques de violence liée au genre, et/ou de lutte contre celle-ci ;
- Mettre à disposition de 32 millions de personnes des canaux sûrs et accessibles pour signaler les cas d'exploitation et d'abus sexuels commis par le personnel humanitaire ; et
- Fournir à 25,7 millions d'enfants une éducation formelle ou non formelle, notamment un apprentissage préscolaire.

L'appel de fonds lancé pour l'année 2023 est principalement destiné aux cinq pays suivants :

Afghanistan : 1,65 milliards de dollars É.U.

Ukraine et action en faveur des réfugiés : 1,058 milliard de dollars É.U.

Réponse à la crise des réfugiés syriens : 867 millions de dollars É.U.

République démocratique du Congo : 862 millions de dollars É.U.

Éthiopie : 674 millions de dollars É.U.

« Les effets dévastateurs des changements climatiques sont une menace permanente pour les enfants », affirme Catherine Russell. « C'est la raison pour laquelle nos interventions humanitaires sont prioritairement axées sur l'adaptation climatique et le renforcement de la résilience. Cette approche nous permettra d'aider les enfants à traverser les crises actuelles, tout en les préparant, ainsi que leur communauté, à affronter les crises futures. »

L'une des stratégies clés de l'UNICEF consiste à accorder aux organisations nationales et locales un rôle central dans les opérations humanitaires. Les principaux résultats en 2022 ont été obtenus grâce aux partenariats de l'UNICEF, notamment ceux noués avec les équipes de pays pour l'action humanitaire, les organismes des Nations Unies, la société civile et les organisations non gouvernementales, les intervenants nationaux et locaux et les partenaires financiers. Parmi les résultats majeurs, citons les suivants :

- 23,8 millions d'enfants ont été vaccinés contre la rougeole ;
- 2,6 millions d'enfants ont reçu un traitement contre la malnutrition aiguë sévère ;
- 28 millions d'enfants ont eu accès à une éducation formelle ou non formelle, notamment à l'apprentissage préscolaire ;
- 13 millions d'enfants, d'adolescents et de personnes s'occupant d'enfants ont bénéficié d'un soutien en santé mentale et d'une aide psychosociale au sein de leur communauté ;
- 25,9 millions de personnes ont eu accès à de l'eau salubre en quantité suffisante pour boire et répondre aux besoins de leur foyer ;
- 5,5 millions de personnes ont eu accès à des canaux sûrs pour signaler les cas d'exploitation et d'atteintes sexuelles ; et
- 4,2 millions de femmes, de filles et de garçons ont bénéficié d'interventions d'atténuation et de prévention des risques de violence liée au genre, et/ou de lutte contre celle-ci.

Face à des besoins humanitaires sans précédent, l'UNICEF appelle ses partenaires à accroître leur soutien aux interventions humanitaires essentielles à la survie des enfants en optimisant la souplesse des financements, à accorder la priorité à la mise en œuvre de mesures d'anticipation et de préparation adaptées aux changements climatiques, à adopter immédiatement des approches « sans regrets » en matière de préparation et d'interventions, et à garantir une aide humanitaire équitable et fondée sur des principes.

Violences sur les stades du Bénin

Les arbitres boycottent le championnat national de football

Les arbitres béninois en activités sont remontés contre les supporters sans foi ni loi qui sévissent sur nos stades. Les sifflets béninois réclament une meilleure protection sur les terrains pour mieux appliquer les règles du jeu, généralement inconnues du grand public.

● Belmondo ATIKPO (STG)

Via un communiqué parvenu à notre rédaction, le corps arbitral du Bénin marque sa désapprobation des violences faites à leurs collègues arbitres lors du match Béké FC & Cavaliers Fc à Bembèrèkè, rencontre comptant pour la dixième journée de la ligue pro du football. Les arbitres ont été pris à partie par des supporters furieux. Ils ont été roués de coups et entraînés par terre par une frange des supporters de Nikki. Cette attitude n'est pas du goût des

hommes en noir qui ont décidé de boycotter les matchs du championnat national de la D1, D2 et du championnat amateur. Les arbitres veulent faire d'une pierre deux coups en réclamant aussi le paiement de toutes leurs primes impayées depuis par la Fédération béninoise de football. Le corps arbitral appelle à l'arbitrage de la Fédération béninoise de football et du Ministère des sports afin qu'une solution soit trouvée à cette situation de maltraitance des arbitres qui a trop longtemps duré sur les stades du Bénin.

LIRE LE COMMUNIQUÉ DES ARBITRES

Face à la recrudescence des actes de violence sur les Arbitres par les supporters et certains dirigeants d'équipes sur nos différents stades, nous, arbitres béninois de football en activité portons à la connaissance de l'opinion publique, et surtout du Ministre des sports, du Comité Exécutif de la FBF et de la Ligue de Football du Bénin ainsi qu'à la Commission des arbitres du Bénin que :

Au vu des incidents survenus lors du match N°A39 de la 10^{ème} journée (BÉKÉ # CA-

VALIERS) sur nos collègues molestés, blessés gravement et qui continuent par suivre les soins ; Au vu de nos conditions de travail sans amélioration depuis des décennies ;

Décisons :

□ Du boycott de tous les championnats organisés par les instances de la FBF jusqu'à nouvel ordre ;

- La poursuite en justice des coupables de ces actes d'atrocités sur nos collègues ;

- Sollicitons en urgence une rencontre avec les autorités

de la Fédération Béninoise de Football et de la Ligue de Football du Bénin et si possible du Ministère des Sports, afin de leurs exprimer les points suivants :

□ Le paiement de nos primes de match depuis le début des différentes compétitions de la saison 2022 - 2023 ;

□ L'amélioration de nos conditions de travail (déplacement, hébergement, restauration tous avant match) ;

- L'augmentation de nos primes de match à l'instar

des autres pays de la sous-région ;

- La dotation de tous les Arbitres en activité d'équipements de travail ;

- L'assurance pour tous les Arbitres en activité ;

- Le changement du mode de désignation.

Nous suggérons au Comité Exécutif de la FBF, au Ministre des sports en collaboration avec celui de la sécurité : la création d'une unité spéciale pour la sécurité sur nos stades sans distinction de compétition avant, pendant et après le match.



**AZALAI
HOTEL**
COTONOU

DÎNER DE LA ST SYLVESTRE

TARIF ENFANT, DE 4 - 12 ANS

35 000 FCFA

TARIF PAR PERSONNE

65 000 FCFA

TARIF COUPLE

120 000 FCFA

SAMEDI 31 DECEMBRE 2022

Terrasse Piscine Azalai Hôtel Cotonou

DE 20H-02H

Avec L'orchestre **Black Santiago**
et **DJ Dilux**

THEME : Mille et Une Nuits

DRESS CODE : Tenue de soirée Chic & Glamour

REJOIGNEZ
LE PROGRAMME
DE FIDÉLITÉ

nomad

SUR WWW.AZALAI.COM

Pour toutes informations contactez nous au
+229 64 94 05 05 / 64 94 16 16
reservationhp@azalahotels.com